

POLITIQUE

Paul Kagame : « Les coups d'État sont le fruit de la mauvaise gouvernance »

Jeune Afrique, 28 janvier 2022
Par **François Soudan** et **Romain Gras**



À Kigali, pendant l'interview accordée à JA, le 20 janvier.
© Paul Kagame Flickr

Prochain sommet UE-UA, putschs en Afrique, questions sécuritaires, présence du groupe Wagner au Mali, accès aux vaccins... Sur tous ces dossiers chauds, le président rwandais s'exprime, en exclusivité dans « Jeune Afrique ».

À deux semaines d'un sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine (les 17 et 18 février à Bruxelles) pour la réussite duquel il s'est beaucoup investi aux côtés d'Emmanuel Macron, de Macky Sall et de Charles Michel, Paul Kagame a répondu aux questions de *Jeune Afrique* par visioconférence, depuis Kigali.

À la tête, depuis près de vingt-deux ans, d'un pays qui compte sur la scène panafricaine, interlocuteur respecté des gouvernements occidentaux, pour lesquels le Rwanda est un modèle de gouvernance économique et sociale – mais dont les performances démocratiques font toujours l'objet de vives critiques de la part des ONG et des médias –, ce président, âgé de 64 ans, s'efforce désormais de « fendre l'armure » : celle d'un homme intransigeant, dénué d'empathie, pour qui les résultats comptent davantage que les moyens utilisés pour y parvenir, les statistiques davantage que les hommes.

Ces traits, sous lesquels ses détracteurs continuent de le décrire, Paul Kagame ne s'y reconnaît pas. C'est ce qu'il explique dans cet entretien, au cours duquel ont été abordés les principaux dossiers (notamment sécuritaires) régionaux et panafricains de ce début de 2022.

Jeune Afrique : Vous avez activement travaillé à la préparation du sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne, prévu les 17 et 18 février à Bruxelles. Qu'en attendez-vous ?

Paul Kagame : Aujourd'hui, il y a tellement de sommets que, pour certains participants, cela devient une forme de routine. Ils y viennent plus pour l'événement lui-même que pour les résultats qui peuvent en découler. Ce sommet nous offre la possibilité d'être plus pragmatiques. Je suis optimiste. L'UA a compris, je pense, qu'il fallait faire les choses différemment.

PRÈS DE 35 MILLIARDS DE DOLLARS ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX EN RDC. POUR QUEL RÉSULTAT ?

L'UE est sur la même ligne. Nous apprécions, en ce sens, le rôle joué par le président Emmanuel Macron, par Charles Michel, le président du Conseil européen, et par Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission. Avec d'autres leaders européens, ils ont œuvré pour que ce sommet amène un changement positif dans les relations entre l'Afrique et l'Europe.

Les deux continents partagent une histoire difficile. La meilleure façon d'avancer est de regarder le présent et l'avenir, d'avoir une relation fondée sur le respect mutuel. L'Europe peut être un bon partenaire pour l'Afrique, et vice versa, mais il faut s'y prendre différemment.



Emmanuel Macron et Paul Kagame, à Kigali, lors de la visite officielle du président français, le 27 mai 2021. © Paul Kagame Flickr

Parmi les thèmes abordés lors de ce sommet figurera le lien entre gouvernance et sécurité. Comment vous apparaît-il ?

Très fort. Quand la gouvernance est bonne, on peut gérer les problèmes de sécurité. Et quand on s'attaque aux causes de l'insécurité, on tombe très vite sur des questions de gouvernance. Nous devons donc résoudre simultanément ces deux problèmes. Nous constatons aujourd'hui, en divers endroits d'Afrique et du monde, que les difficultés des populations, quand elles s'accumulent, sont rapidement exploitées par des groupes extrémistes, que ceux-ci soient religieux ou ethniques.

La RDC, par exemple, est en proie à l'insécurité depuis de nombreuses années. Des missions de maintien de la paix de l'ONU y sont déployées depuis plus de vingt ans. Près de 35 milliards de dollars ont été dépensés. Mais pour quels résultats ? On ne peut pas continuer à dépenser de l'argent sans s'interroger sur le retour d'un tel investissement.

Au sein de l'ONU ou des organisations régionales, un mécanisme devrait veiller à l'efficacité de ce genre d'opération. Certains d'entre nous ont l'intention d'en parler pendant le sommet.

NOTRE VRAI PROBLÈME N'EST PAS LA RÉTICENCE AUX VACCINS, MAIS L'ACCÈS AUX DOSES

S'agissant du partage des vaccins, plusieurs de vos pairs africains ont dénoncé l'attitude égoïste des pays riches, allant jusqu'à parler d'« apartheid vaccinal ». Partagez-vous leur point de vue ?

Chacun est libre d'utiliser les termes qu'il juge appropriés. Pour ma part, je préfère parler d'« inégalité vaccinale ». Il n'y a pas eu de distribution équitable des vaccins, c'est indéniable. Alors que, dans certains pays, il existe des stocks suffisants pour vacciner toute la population, d'autres n'ont, pendant trop longtemps, rien obtenu du tout. Une façon de régler ce problème serait sans doute de donner à ces pays délaissés les moyens de fabriquer leurs propres vaccins.

Un récent sondage, réalisé par Africa CDC, montre que 43% des personnes interrogées ont le sentiment d'être utilisées comme des cobayes par les laboratoires occidentaux. Comment surmonter la réticence d'une grande partie de la population africaine à se faire vacciner ?

On rencontre ce problème dans de nombreuses parties du monde, et bien plus qu'en Afrique, même si ce phénomène existe aussi au Rwanda. Mais il s'agit d'un nombre insignifiant de personnes. Notre véritable problème n'est pas la réticence aux vaccins : c'est l'accès aux doses.

Nous sommes confrontés à une pandémie à laquelle nous n'avions, au départ, aucune réponse. Puis la science a rendu possible la création d'un vaccin. Il ne résout pas tout, il y a toujours des variants et de nouveaux cas, mais il nous aide à les combattre. Il existera toujours des gens qui ne croient pas à la science. Tout en respectant les croyances de chacun, on peut néanmoins instaurer un dialogue et faire comprendre que notre meilleure chance [de nous en sortir] reste le vaccin. Le problème de l'accès aux doses n'aura pas disparu pour autant...

L'OCTROI À ISRAËL DU STATUT D'OBSERVATEUR À L'UA NE DEVRAIT PAS POSER DE PROBLÈME

Trois ans après votre mandat à la tête de l'UA, êtes-vous satisfait de la mise en œuvre des réformes que vous avez engagées ?

Nous avons fait de réels progrès. La formule que nous avons trouvée, selon laquelle chaque pays contribue, à la hauteur de son économie, au budget de l'UA, a permis de mettre en place un fonds pour la paix doté d'environ 200 millions de dollars. Cela pourrait nous permettre d'attirer d'autres financements, mais il nous fallait d'abord un fonds propre à l'UA pour ne pas nous contenter de supplier les autres bailleurs de nous aider.

Par ailleurs, nous avons réussi à réduire le nombre de commissions et de postes au sein de l'organisation, et à lancer la Zlecaf [Zone de libre-échange continentale africaine], que les pays adoptent massivement parce qu'ils en comprennent l'importance.

Certains pays africains ont exprimé leur opposition à l'octroi à Israël du statut d'observateur à l'UA. Qu'en pensez-vous ?

Chaque pays a le droit d'avoir sa propre opinion sur le sujet. Certains n'ont aucun problème avec le statut d'observateur accordé à Israël, d'autres s'y opposent. Mon point de vue est le suivant : premièrement, la décision prise par le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki, était correcte du point de vue de la procédure. Deuxièmement, Israël entretient des relations diplomatiques avec 46 pays africains, donc l'octroi du statut d'observateur à l'UA ne devrait pas poser de problème. Enfin, ce que le statut d'observateur offre, c'est une opportunité de dialogue. Cela ne signifie pas que les problèmes soulevés par certains pays africains n'existent plus, mais, au contraire, qu'ils pourront être abordés avec les parties concernées.

LA CAPACITÉ INSUFFISANTE DE L'UA À GÉRER LES SITUATIONS DE CRISE RESTE UNE FAIBLESSE. C'EST INDÉNIABLE

L'année 2021 a été marquée par trois coups d'État militaires, au Mali, en Guinée et au Soudan, ainsi que par une guerre civile en Éthiopie. Chaque fois, l'UA a été quasi silencieuse et inefficace...

Dans le cas de l'Éthiopie, le conflit aurait pu être évité, mais il est désormais trop tard. Nous avons besoin d'une Éthiopie une et unie dans toute sa diversité. Nous espérons donc qu'un dialogue réel s'engagera.

S'agissant des trois coups d'État, je pense que ce type d'événement se produit avant tout parce qu'il y a, dans ces pays, des problèmes qui, depuis plusieurs années, ne sont pas résolus. C'est le cas du Soudan : il y avait des problèmes sous Omar el-Béchir, et ils subsistent depuis l'instauration de la transition.

Ce genre de situation est voué à se répéter, quelle que soit la position de l'Union africaine, parce que l'organisation n'a pas vocation à gérer les pays de manière individuelle, a fortiori pour régler des problèmes qui durent depuis longtemps.

Certes, l'UA et la communauté internationale peuvent apporter un soutien. Mais il arrive que les pays concernés trouvent leurs propres solutions, puis que les puissances étrangères tentent de dicter les leurs. La capacité insuffisante de l'Union africaine à gérer ces situations reste néanmoins une faiblesse, c'est indéniable.

Comment percevez-vous le retour des militaires sur la scène politique ? S'agit-il d'une régression démocratique ?

C'est, dans une certaine mesure, le résultat d'une défaillance dans la gouvernance. Ce n'est pas juste la faute des militaires, les civils ont aussi une responsabilité. Certes, le rôle des militaires n'est pas de conduire ce genre d'action, mais on ne peut ignorer que, dans certains cas, les civils commettent, eux aussi, des actes contestables.

Si, sous un gouvernement civil, la situation se détériore et que les gens meurent, que les problèmes s'accumulent et qu'en plus les autorités se servent des militaires pour truquer les élections, qui doit-on blâmer lorsque l'armée renverse ces gouvernements ? Je trouve inapproprié de ne critiquer que les militaires et de ne pas blâmer les civils qui les ont utilisés pour se maintenir au pouvoir. J'imagine que c'est à partir de ce genre d'analyse que certains disent qu'il y a des bons et des mauvais coups d'État.

Ensuite, même si l'armée trouve des justifications à son action et que les civils en sont au départ satisfaits, il reste une question : les militaires s'appliquent-ils réellement à mettre en place une transition pour régler les problèmes qui les ont amenés à faire leur coup d'État ? C'est cette situation que l'on va suivre de près en Guinée et au Mali.

IL DEVRAIT Y AVOIR UN MOYEN, POUR L'UA ET L'UE, DE PARLER DE LA PRÉSENCE DU GROUPE WAGNER AU MALI

Pensez-vous qu'un coup d'État soit impossible au Rwanda ?

Je ne le sais pas, mais laissez-moi présenter les choses autrement. D'abord, c'est aux Rwandais eux-mêmes de dire ce qu'ils en pensent, sachant d'où on est parti, ce qu'on a fait et ce qu'on fait.

Ensuite, je ne vois rien qui puisse mener, soit des militaires soit des civils, à un niveau de mécontentement et d'insatisfaction susceptible de provoquer un coup d'État. Notre système de gouvernance est, à mon sens, conçu pour répondre aux besoins des citoyens. Je ne vois pas de reproches que je puisse me faire ou faire aux institutions, et qui mèneraient à une telle situation.

La présence du groupe russe Wagner en Centrafrique, au Mozambique – où le Rwanda est aussi présent – et au Mali est un sujet de préoccupation pour la France et l'UE. Elle est aussi une cause majeure de conflit entre la France et les autorités maliennes. Condamnez-vous l'intervention de ces groupes de sécurité privés en Afrique, ou pensez-vous que leur présence relève de la souveraineté des États ?

Les pays africains doivent choisir ce qui est bon pour eux et qui, dans le même temps, relève des normes acceptables par la communauté internationale, dont nous faisons tous partie.

J'aimerais qu'il y ait un moyen pour deux grandes puissances comme la France et la Russie d'en parler directement et de résoudre le problème, car je ne vois pas comment le Rwanda pourrait s'en mêler sans se faire prendre en étau.

De notre côté, nous faisons ce que nous avons à faire et restons en dehors des problèmes auxquels on ne peut pas apporter de réelle contribution. Quel que soit le gouvernement en place au Mali, il devrait y avoir un moyen, pour l'UA et l'UE, de parler, notamment de la question de la présence du groupe Wagner dans ce pays.

NI LA RDC NI L'UGANDA NE NOUS ONT PRÉVENUS DE LEUR INTERVENTION CONJOINTE DANS LE NORD-KIVU

L'intervention de l'Ouganda en RDC, dans une région (Nord-Kivu et Ituri) où les groupes hostiles au Rwanda sont nombreux, vous inquiète-t-elle ?

Le groupe terroriste des ADF [Allied Democratic Forces] constitue un vrai problème, qui n'est pas seulement celui de l'Ouganda. Cette situation touche la RDC et nous affecte aussi, comme le reste la région. Au sein des ADF, il y a des Ougandais, des Congolais, des Rwandais, des Burundais, des Kényans et des Tanzaniens.

Récemment, nous avons arrêté des terroristes, ici, au Rwanda. À l'origine, ces Rwandais n'étaient pas directement liés aux ADF mais plutôt affiliés à eux. Nous avons découvert qu'ils étaient formés et qu'ils recevaient des instructions par vidéo d'une personne basée en RDC et d'un Ougandais.

Selon nos informations, ils prévoyaient de commettre des attentats au Rwanda pour se venger de l'opération que nous menons au Mozambique, dans la province du Cabo Delgado. Tout cela prouve que ce problème concerne toute la région. Pour le résoudre efficacement, il doit y avoir un effort régional.

Le président Félix Tshisekedi vous a-t-il informé au préalable de cette intervention ?

Nous n'avons été prévenus ni par la RDC ni par l'Ouganda. Ce n'est qu'au bout d'un mois que l'on a reçu des explications.

D'ailleurs, avant que l'intervention soit officialisée, nous étions nous-mêmes en discussion avec le gouvernement congolais, avec qui nous avons de bonnes relations de travail et avec qui nous cherchons encore des solutions pour régler les problèmes que nous posent certains groupes dans l'Est de la RD Congo.

C'est justement parce ces mouvements veulent déstabiliser notre pays que nos intérêts dans la région n'auraient pas dû être négligés. Car, si l'opération contre les ADF n'était pas correctement conduite, cela pourrait renforcer ces rébellions. Il doit y avoir davantage de discussions et de coopération.

J'APPRÉCIE LES PROPOS DU FILS DU PRÉSIDENT MUSEVENI. MAIS L'ESSENTIEL EST D'ABOUTIR À DES SOLUTIONS CONCRÈTES

Au début de novembre 2021, plusieurs attaques dans le Nord-Kivu ont été attribuées par l'armée congolaise à des ex-M23 installés au Rwanda. La présence de ces anciens rebelles sur votre sol n'alimente-t-elle pas l'instabilité ?

Quand le M23 s'est désintégré, certains de ses éléments sont venus au Rwanda, d'autres sont allés en Ouganda, d'autres enfin sont restés au Congo.

S'agissant de ceux qui sont au Rwanda, nous avons régulièrement parlé de leur sort avec le gouvernement de Joseph Kabila, puis avec celui de Félix Tshisekedi. Nous avons fait comprendre [à nos pairs] que nous avons désarmé ces individus, qu'on les avait mis dans des camps, et que nous devons surveiller leurs activités. Cette situation n'a que trop duré. Nous avons donc demandé aux Congolais de les reprendre, quel que soit l'endroit où ils les mettent.

Les Ougandais ont dû formuler la même demande, puisque beaucoup de membres du M23 se trouvent encore chez eux. Certains sont eux aussi dans des camps, mais un groupe, dirigé par Sultani Makenga, s'est installé près de la frontière commune entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda, du côté ougandais. Il est là depuis deux ans et continue à mener des attaques en RDC. Nous en avons parlé avec les autorités congolaises, et une équipe de vérification a été emmenée à l'endroit précis où ces éléments sont installés. Dire qu'ils sont associés au Rwanda est donc un non-sens.

Aujourd'hui, la RDC doit décider de quelle manière elle veut gérer cette affaire. Certains proches de ces rebelles sont au gouvernement, à Kinshasa, ou vivent en RDC. D'ailleurs, les autorités congolaises reconnaissent elles-mêmes que les éléments du M23 devraient être chez elles.

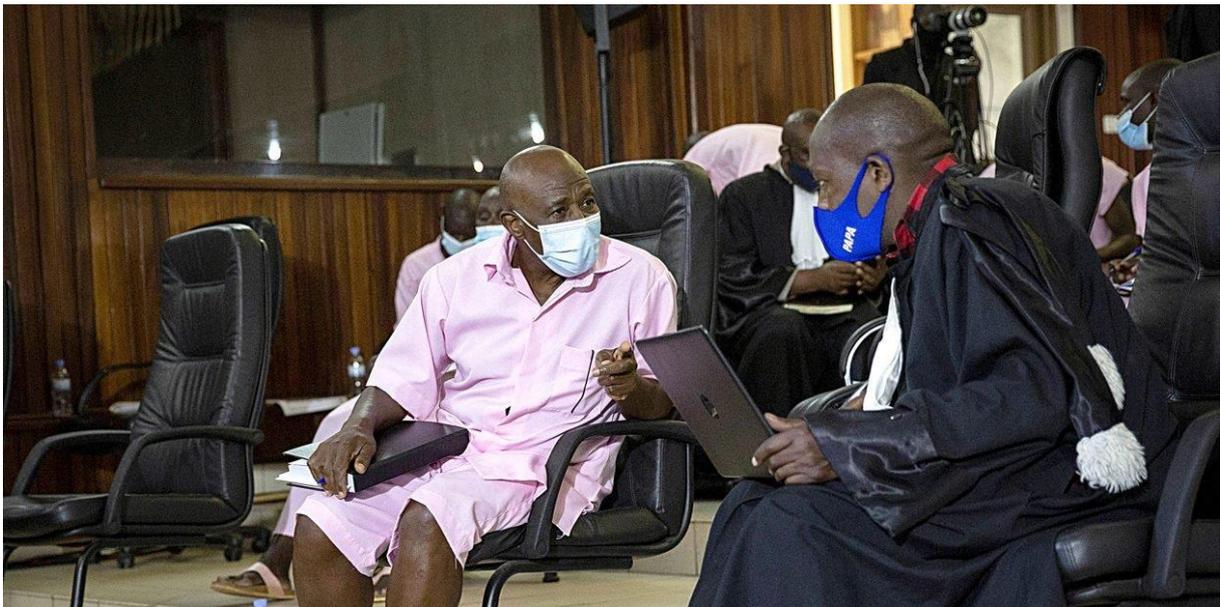
Le fils du président Museveni, le général Kainerugaba, a récemment, dans un message, mis en garde ceux qui voudraient vous combattre. Vous avez également reçu un émissaire ougandais. S'agit-il d'un début de réconciliation entre Kampala et Kigali ?

Tout investisseur se doit de constamment évaluer ce qu'il gagne en contrepartie de l'argent qu'il dépense. Oui, nous avons des discussions, mais j'attends de voir si cela vaut encore le coup d'investir. Pour l'instant, je n'en vois pas le résultat et je le dis aux émissaires que je reçois. Certains se contentent de photos officielles et y voient une fin en soi. Ce n'est pas mon cas. Certes, j'apprécie les propos du fils du président Museveni. Mais j'espère qu'on pourra aller au-delà et dégager des solutions concrètes.

JE LAISSE LA JUSTICE GÉRER LE DOSSIER KABUGA DE LA MANIÈRE QUI LUI SEMBLE LA PLUS APPROPRIÉE

Malgré quelques signes de réconciliation, vous n'avez toujours pas rencontré votre homologue burundais, Évariste Ndayishimiye. Qu'est-ce qui empêche ce rapprochement de devenir réalité ?

À mon sens, rien. Il n'y a pas de problème entre nous. Nos responsables de la sécurité et nos ministres des Affaires étrangères se sont vus. Notre Premier ministre a assisté à l'investiture du président Ndayishimiye. Cette rencontre aura lieu au moment approprié.



L'opposant Paul Rusesabagina, ancien directeur de l'hôtel des Mille Collines, lors de son procès pour terrorisme devant la Haute Cour de Kigali, en février 2021.

© Muhizi Olivier/AP/SIPA

Le procès de Félicien Kabuga pour génocide et crimes contre l'humanité devrait s'ouvrir dans quelques mois à La Haye. Pensez-vous que les pays qui ont aidé cet homme à se cacher pendant vingt-cinq ans doivent être tenus pour complices ?

Cette question ne me préoccupe pas. Ce problème a duré pendant trop d'années. Le fait que Kabuga soit entre les mains de la justice est suffisamment satisfaisant. De très nombreuses personnes ont été impliquées dans sa cavale, mais je laisse la justice gérer ce dossier de la manière qui lui semble la plus appropriée.

Avez-vous renoncé, dans le cadre de vos bonnes relations avec la France, à voir évoluer le cas d'Agathe Habyarimana ?

Je n'y ai pas renoncé. La justice devrait pouvoir continuer à avancer dans ce dossier en même temps qu'évolue notre relation avec la France. Je ne

pense pas que l'un de ces dossiers doive influencer sur l'autre. Ils sont complémentaires.

JE NE SAIS PAS ENCORE SI JE SERAI CANDIDAT. MAIS LA CONSTITUTION M'Y AUTORISE

La présence, au Niger, de huit Rwandais accusés de génocide, et acquittés ou ayant purgé leur peine, a récemment tourné à l'imbroglie. Où en est ce dossier ?

Le premier mensonge, dans cette histoire, c'est de dire que le Rwanda était informé que ces personnes allaient être emmenées au Niger. Personne ne nous a prévenus ! Nous ne l'avons appris que quelques jours après leur arrivée à Niamey. Pourquoi l'avoir caché si ce transfert était normal ?

Deuxième problème : rien n'a été mis en place pour s'assurer que ces individus ne seront plus impliqués dans des crimes similaires à ceux qu'ils ont commis par le passé. L'on observe, généralement, qu'ils mènent des vies apparemment paisibles puis recontactent les génocidaires qu'ils ont côtoyés et reprennent leur propagande contre le Rwanda, comme ils le faisaient auparavant. Quelqu'un trouve cela normal ? Pas moi, mais c'est le monde dans lequel nous devons vivre.

Le procès de Paul Rusesabagina, condamné en septembre dernier par un tribunal rwandais à vingt-cinq ans de prison pour avoir soutenu un groupe qui s'était rendu coupable d'actes de terrorisme au Rwanda, a attiré les critiques de l'UE et celles des États-Unis, qui jugent la procédure inéquitable. Pourquoi la justice rwandaise est-elle autant critiquée en dehors du Rwanda ?

Il faut commencer par s'interroger sur les raisons pour lesquelles ces pays s'impliquent dans cette affaire. Ce qu'a fait cet homme n'est pas acceptable au Rwanda, et pas davantage dans les pays qui le défendent. Dans ces pays-là, les plus « démocratiques », les individus qui commettent des actes similaires sont lourdement condamnés, voire abattus ou pendus, parfois sans procès. Et ce sont ces mêmes pays qui plaignent Rusesabagina aujourd'hui ! Aucune tentative de pression ne changera le cours des choses. Son procès a été public, pas secret. Donc, soit les gens [qui nous critiquent] sont ignorants, soit ils choisissent d'ignorer la situation, soit ils sont indifférents aux problèmes des autres. Ils n'attaquent d'ailleurs même pas notre système judiciaire. Ils demandent juste que Rusesabagina soit libéré, qu'il soit coupable ou non.

La prochaine élection présidentielle est prévue en 2024. Y pensez-vous parfois ?

J'y suis obligé. Que je m'implique ou non dans celle-ci, cela fait partie de mon travail. Je ne dois pas penser qu'à aujourd'hui, mais aussi à demain.

Je veux qu'en 2024 les Rwandais puissent faire leur choix et décider en toute sérénité.

Serez-vous candidat ?

Peut-être, je ne le sais pas encore. La Constitution m'y autorise.

VOUS CONNAISSEZ, VOUS, UN PAYS OÙ LES DIRIGEANTS N'ONT PAS DE DÉTRACTEURS ? S'IL EXISTE, DITES-LE MOI

Si l'on en croit vos détracteurs, vous restez un président glacial, intraitable, et votre pouvoir est vertical, sans contre-pouvoirs. En avez-vous assez de ces éternelles critiques ?

Comme c'est le cas pour n'importe lequel d'entre nous, il y a, d'un côté, ce que je suis et que je ne peux pas changer, et, d'un autre côté, toute une partie de moi-même sur laquelle je peux travailler. Je ne peux pas changer la génétique. Peut-être est-ce ce qui fait qu'on voit en moi quelqu'un de glacial, je ne sais pas. Mais je suis toujours prêt à travailler le reste.

Quand j'étais jeune, j'étais extrêmement impatient. Au fil des ans, j'ai compris qu'on doit prendre son temps si l'on veut atteindre ses objectifs. J'ai appris à ralentir, à faire ce qui est faisable au moment opportun et à temporiser quand il le faut. Vous connaissez, vous, un pays où le président, les ministres, les chefs d'entreprise n'ont pas de détracteurs ? Si c'est le cas, dites-le moi. Je suis impatient de le visiter ! Je sais que ces critiques existent et que j'en suis l'objet. Mais je sais aussi que je suis loin d'être le seul dans ce cas.